

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal des guerres de l' Otan

N° 119a du 19.09.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_guerres-otan.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Tiré à part

Tony Cartalucci & Land Destroyer : [Amnesty International est une agence de propagande du ministère des affaires étrangères étasunien.](#)

Pour ceux qui n'ont pas le temps de tout lire voici la conclusion de l'article :

**Il est très clair qu'Amnesty International n'est en aucun cas un "défenseur des droits de l'Homme", mais plutôt une insulte à la défense des droits de l'Homme. Il va sans dire que cette organisation devrait être boycotté jusqu'à extinction et au moins identifiée comme étant illégitime et frauduleuse de par son financement occulte et son leadership compromis et corrompu.**

De plus, nous, les peuples devons adresser le vrai problème des violations de nos droits à la base de la société, parce que c'est faire preuve de folie absolue que de croire que les organisations d'obédience mondiale, financées par des intérêts industrio-financiers privés, faisant écho à l'agenda des gouvernements motivés par des intérêts très spéciaux, ont notre intérêt commun et nos droits en tête lorsqu'elles agissent.

*Amnesty est dirigée par des représentants du ministère des affaires étrangères étasunien, financé par des criminels financiers condamnés et menace la véritable défense des droits de l'Homme mondialement.*

Souvent considérée à tort par beaucoup comme étant la quintessence sur la question des droits de l'Homme dans le monde, cela pourra choquer certains d'apprendre qu'Amnesty International n'est en fait qu'un des plus grands obstacles à la véritable cause et défense des droits de l'Homme sur cette planète. Dans un de ses plus récents rapport en 2012 ([2012 annual report \(page 4, .pdf\)](#)), Amnesty répète un de ses plus grands mensonges, qu'elle a l'habitude de marteler:

"Amnesty International est financée essentiellement par ses membres et dons publics. Aucun financement n'est recherché ou accepté de la part de gouvernements pour enquêter et faire campagne contre les abus des droits de l'Homme. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, idéologie politique, intérêt économique ou religieux."

*Ceci est catégoriquement faux.*

Amnesty International est en fait non seulement financée et gérée par des gouvernements, mais aussi par de très gros intérêts corporatifs, elle n'est pas seulement impliquée dans des intérêts politiques et économiques, mais elle est en fait un outil essentiel utilisé pour perpétuer et satisfaire ces intérêts

particuliers.

### **Le financement d'Amnesty International**

Trouver les informations à propos du financement d'Amnesty International sur leur site internet est rendu volontairement difficile; de manière spécifique et pour protéger le mythe que cette organisation est "indépendante". Comme toute opération criminelle organisée, Amnesty sépare les liens financiers compromettant au travers toute une série de manœuvres et d'organisations boucliers. Le site d'Amnesty stipule:

"Le travail du secrétariat d'Amnesty International est organisé en deux entités légales en accord avec la loi britannique. Celles-ci sont Amnesty International Limited (AIL) et Amnesty International Charity Limited (AICL). Amnesty International Limited s'occupe d'activités charitables pour Amnesty International Charity Limited, une association enregistrée comme charitable  
C'est ici, à Amnesty International Limited, que sont mis les liens avec les gouvernements et les intérêts industrio-financiers. A la page 11 du rapport et déclaration financière pour 2011 d'Amnesty International Limited ([2011 Report and Financial Statement \(.pdf\)](#)), il est dit: "

Les directeurs sont heureux de faire savoir le soutien accordé par la *John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, la Oak Foundation, l'Open Society Georgia Foundation, the Vanguard Charitable Endowment Programme, Mauro Tunes and American Jewish World Service*. Le département britannique pour le développement international (Governance and Transparency Fund) a continué de financer un projet éducatif sur les droits de l'Homme de quatre ans en Afrique. La commission Européenne (EuropeAid) nous a généreusement récompensé d'un fond sur plusieurs années pour un travail éducatif sur les droits de l'Homme en Europe pour Amnesty International."

De manière évidente donc, Amnesty prend de l'argent à la fois des gouvernements et d'intérêts industrio-financiers, dont un des plus connu, l'Open Society, est dirigée par le criminel de la finance, repris de justice George Soros. En Mars 2012, il fut rapporté par Bloomberg TV que: "Soros avait perdu son procès où il était accusé de délit d'initié en France", indiquant également qu'un appel basé sur une "violation des droits de l'Homme" contre le spéculateur de Wall Street George Soros avait été rejeté par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Soros, dont l'Open Society finance également HumanRights Watch et une myriade d'autres associations pour les "droits de l'Homme", a littéralement essayé d'utiliser le racket occidental sur les droits de l'Homme pour se défendre lui-même contre des accusations de fraude financière et ceci est peut-être la plus belle et transparente représentation de la façon dont ce racket opère.

Soros, qui fut condamné et dut payer une amende pour délit d'initié en 2002 dans le cas d'actions de la banque française Société Générale qu'il avait achetées en 1988, a bâti un empire de ses activités criminelles mondiales sous couvert de la cause des "droits de l'Homme". Son soutien d'Amnesty International, ainsi que celui du gouvernement britannique et des gouvernements européens, ne vise en fait qu'à étendre sa nébuleuse influence.

### **Le leadership d'Amnesty International**

Le leadership d'Amnesty nous donne également des indications sur son véritable agenda. *Suzanne Nossel*, Directrice Exécutrice pour Amnesty International USA, par exemple, provient directement du ministère des affaires étrangères américain, toujours en total contradiction avec la prétention d'Amnesty d'être "indépendant" des intérêts corporatifs et gouvernementaux. Nossel a continué à promouvoir la politique étrangère des Etats-Unis, mais simplement de derrière un pupitre arborant un nouveau logo. Le site internet d'Amnesty International mentionne de manière spécifique le rôle de Nossel derrière les résolutions de l'ONU contre l'Iran, La Syrie, la Libye et la Côte d'Ivoire, toutes soutenues par le ministère des affaires étrangères américain.

Mêmes mensonges, différent pupitre. Suzanne Nossel, anciennement du ministère des affaires étrangères US est maintenant directrice exécutif d'Amnesty International USA. Sa fonction principale de déguiser les aspirations hégémoniques des intérêts industrio-financiers mondialistes comme une "défense des droits de l'Homme" n'a pas changé.

Il a été grandement documenté comment tout ceci tourne autour d'un plan échelonné sur plusieurs décennies, établi par les intérêts industrio-financiers, pour diviser, détruire et ruiner ces nations qui ont été un obstacle au développement de l'hégémonie globale américaine. Dans le cas spécifique de la Syrie, il a été révélé que la catastrophe "humanitaire" courante remonte à une vicieuse conspiration de 2007 documentée dans le magazine *"New Yorker"* par le journaliste Seymour Hersh; complot ourdit entre Israël, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, qui cherchèrent à financer, armer et déployer des extrémistes sectaires en Syrie pour miner et renverser le gouvernement syrien, tout en sachant pertinemment la tragédie humaine que cela impliquerait.

Les "contributions" de Nossel ne sont en fait que de simples déguisements pour une agression militaire ouverte et la poursuite de l'hégémonie globale des intérêts industrio-financiers et ce sous couvert de "défense des droits de l'Homme".

Un simple coup d'œil au site internet AmnestyUSA.org nous révèle que chaque front développé par le ministère des affaires étrangères américain est aussi prioritaire pour Amnesty International, de manière bien sûr purement coïncidentelle. Ceci inclut les rassemblements et les campagnes de soutien aux groupes d'opposition russes financés par le ministère (couramment fixé sur l'affaire "PussyRiot"), la déstabilisation du gouvernement syrien, le renversement du gouvernement biélorusse et le soutien de l'icône créé par Wall Street et la City de Londres Aung San SuuKyi du Myanmar (toujours appelé par la nomenclature impérialiste britannique et par SuuKyi elle-même: la "Birmanie" ...)

### **Amnesty International trahit la véritable défense des droits de l'Homme.**

Amnesty couvre certainement des problèmes qui sont critiques pour la politique étrangère des Etats-Unis, vers la fin de leur site internet et au dos de ses rapports. De la même manière, les médias corporatistes ne rendent compte que de manière sélective dans leurs rapports que de problèmes qui coïncident avec leurs intérêts, alors que d'autres problèmes sont complètement étouffés voire complètement ignorés. C'est précisément parce qu'Amnesty couvre tous les problèmes, mais sélectionne l'amplification à donner aux problèmes qui sont importants pour les intérêts de grosses corporations ou du cartel de la finance, que cela rend Amnesty un des plus grand frein à une véritable défense des droits de l'Homme sur Terre.

Fabrication de la dissidence. "Free PussyRiot", de manière ironique, la FIDH est directement financée par le ministère des affaires étrangères US, par la très néoconservatrice US National Endowment for Democracy (NED) ainsi que l'Open Society de George Soros. "Russia, stop armstransfer to Syria". Si le ministère des affaires étrangères US le veut, soyez certains qu'Amnesty International, gérée par ce même ministère, poussera pour des manifestations et indépendamment de la taille ou de la légitimité des revendications, attendez-vous à ce que les médias corporatistes prennent fait et cause pour elles.

On donne aux gens la fausse impression que "quelqu'un observe attentivement les abus concernant les droits de l'Homme", alors qu'en réalité ce que font Amnesty et autres organisations du même style, n'est que la gestion de la perception publique de manière sélective sur les problèmes d'abus des droits de l'Homme, fabriquant ou manipulant nombre de cas spécifiquement afin que ceux-ci cadrent dans l'agenda des intérêts industrio-financiers idoines. Ceci peut-être apprécié lorsque des rapports entiers émanant d'Amnesty International et de HumanRights Watch ne consistent qu'en des "témoignages" compilés depuis les dires de membres de groupes d'opposition soutenus par les Etats-Unis.

Dans le cas très rare où un rapport inclut des références à des photos, des vidéos ou des preuves dûment documentées, tels le rapport de HumanRights Watch de 2011 intitulé "Descente dans le chaos" ( [2011 "Descentinto Chaos" \(.pdf\)](#) ), un langage trompeur est volontairement intégré, couplé avec des passages inutiles afin de favoriser un journalisme sélectif et de pouvoir faire pirouetter l'information par non seulement les médias occidentaux, mais aussi par une myriade de fausses organisations ONG, financées et gérées par les sponsors et affiliés d'Amnesty International et HumanRights Watch. La "Descente dans le chaos" était un rapport concernant la Thaïlande, qui fut rapidement et amplement retourné, pirouetté par les fausses ONG du ministère des affaires étrangères US et le "défenseur des droits de l'Homme" Prachatai.

Lorsque le public croit de manière éronnée que des organisations crédibles s'occupent de la "défense des droits de l'Homme", il ne devient pas seulement complice, mais il devient également négligent de ses propres responsabilités à examiner objectivement les abus potentiels et de s'exprimer contre. Les intérêts industrio-financiers particuliers de Wall Street et de la City de Londres ont en fait rempli un vide existant, qui aurait dû être occupé par leurs plus féroces opposants, au lieu de cela, ce vide est empli d'un racket soi-disant défenseur des droits de l'Homme de leur propre création. Ils ont non seulement obtenu une opportunité facile pour abuser les droits de l'Homme à l'échelle mondiale, mais ils ont en plus utilisé leur opposition contrôlée à cet effet pour attaquer leurs opposants (géopolitiques).

Il est très clair qu'Amnesty International n'est en aucun cas un "défenseur des droits de l'Homme", mais plutôt une insulte à la défense des droits de l'Homme. Il va sans dire que cette organisation devrait être boycotté jusqu'à extinction et au moins identifiée comme étant illégitime et frauduleuse de par son financement occulte et son leadership compromis et corrompu.

De plus, nous, les peuples devons adresser le vrai problème des violations de nos droits à la base de la société, parce que c'est faire preuve de folie absolue que de croire que les organisations d'obédience mondiale, financées par des intérêts industrio-financiers privés, faisant écho à l'agenda des gouvernements motivés par des intérêts très spéciaux, ont notre intérêt commun et nos droits en tête lorsqu'elles agissent.

vend., 31 août 2012

Traduit par [Résistance 71](#)

Tony Cartalucci

Land Destroyer

---

Le président de l'Académie danoise de la paix avertit contre le danger d'une guerre mondiale thermonucléaire

3 septembre 2012 (Nouvelle Solidarité) – Dans une entrevue postée sur le site [countercurrents.org](http://www.countercurrents.org) <<http://www.countercurrents.org/avery310812.htm>>, le président de l'Académie danoise de la paix, John Scale Avery, dénonce la folle insouciance des dirigeants politiques à l'égard d'une attaque contre l'Iran et prévient qu'une nouvelle guerre mondiale dégénérerait probablement en conflit thermonucléaire.

> En voici quelques extraits :

>« *Aucun de ceux qui ont déclenché la Première Guerre mondiale n'avait la moindre idée de ce à quoi cela allait ressembler. Les armées d'Europe étaient dominées par la vieille classe féodale de propriétaires terriens, dont les traditions militaires étaient ancrées dans le moyen-âge. Les comtes et barons qui dirigeaient encore l'establishment diplomatique et militaire de l'Europe savaient comment boire du champagne, danser avec élégance, monter à cheval et séduire les femmes. Ils tournaient les mises en garde contre la guerre en dérision...*

> « *Est-ce que Benjamin Netanyahu et Ehoud Barak, qui envisagent de déclencher ce qui peut se transformer en IIIe Guerre mondiale peuvent même imaginer ce à quoi cela pourrait ressembler ? Netanyahu a déclaré au peuple israélien que seuls 500 citoyens seraient tués, et que le conflit serait terminé en un mois... Les dirigeants autrichiens en 1914... avaient lancé ce qu'ils croyaient être une petite action visant à punir les nationalistes serbes... Lorsque le résultat fut une guerre destructrice à l'échelle du monde, ils dirent "ce n'est pas ce que nous voulions".*

>

> « *L'attaque planifiée contre l'Iran violerait non seulement le droit international, mais également le bon sens et les souhaits du peuple d'Israël. Le résultat probable serait une attaque massive de missiles iraniens sur Tel Aviv, et l'Iran fermerait probablement le détroit d'Ormuz. Si les Etats-Unis répondaient en bombardant des cibles iraniennes, l'Iran utiliserait probablement des missiles pour couler un ou plusieurs navires américains dans le golfe Persique. On peut facilement imaginer d'autres étapes dans l'escalade du conflit : une révolution au Pakistan, l'entrée en guerre d'un pays disposant d'armes nucléaires aux côtés de l'Iran ; une attaque préventive d'Israël contre les missiles nucléaires pakistanais ; un soutien à l'Iran de la part de la Chine et la Russie.*

>

> « *Dans l'atmosphère tendue d'une telle guerre, le danger d'un échange nucléaire, résultant d'un accident ou d'un mauvais calcul, serait très grand.*

>

> « *Aujourd'hui,... le danger d'une guerre catastrophique avec des bombes à hydrogène est suspendu au-dessus de nous comme des nuages sombres au-dessus de l'avenir de la civilisation humaine. La puissance explosive des armes d'aujourd'hui équivaut à environ un demi-million d'Hiroshima... Ce qui nous menace aujourd'hui est un effondrement complet de la société...*

>

>« *la Première Guerre mondiale fut une erreur colossale. Aujourd'hui, le monde se trouve au seuil d'un désastre aussi grand. Devons-nous être conduits dans une telle guerre destructrice et mondiale par quelques individus aveugles qui n'ont pas la moindre idée de ce à quoi ressemblerait une telle guerre ?*

»

Michel Collon Guerres et médiamentonges 4 5 YouTube

<http://tv.globalresearch.ca/>

3 septembre 2012 -

<[<http://www.solidariteetprogres.org/John-Scale-Avery-president-de-l-Academie-danoise-de-la-paix-previent\\_09037#>](http://www.solidariteetprogres.org/John-Scale-Avery-president-de-l-Academie-danoise-de-la-paix-previent_09037#)><[<http://www.solidariteetprogres.org/John-Scale-Avery-president-de-l-Academie-danoise-de-la-paix-previent\\_09037#>](http://www.solidariteetprogres.org/John-Scale-Avery-president-de-l-Academie-danoise-de-la-paix-previent_09037#)>

[http://www.youtube.com/watch?list=UUPLAYER\\_MondialisationTV&feature=player\\_embedded&v=qahxpen57Jk#!](http://www.youtube.com/watch?list=UUPLAYER_MondialisationTV&feature=player_embedded&v=qahxpen57Jk#!)

---

RTBF (citant Belga) : : Les USA vont moderniser à grand coût leur arsenal nucléaire. !!!

Le gouvernement américain va entreprendre la modernisation de son arsenal nucléaire la plus coûteuse de son histoire, malgré les coupes sombres effectuées dans les dépenses militaires, rapporte samedi soir le Washington Post.

Selon le journal, les autorités n'ont pas encore officiellement chiffré le coût de la restauration et de la maintenance des 5113 têtes nucléaires enregistrées dans l'inventaire, ni celle du remplacement des systèmes périmés et de la rénovation des installations nucléaires vétustes.

Mais une étude publiée cet été par le Centre Stimson, un groupe de réflexion situé à Washington, a estimé ces coûts à au moins 352 milliards de dollars sur les dix ans à venir, selon le quotidien.

D'autres spécialistes évoquent des chiffres bien supérieurs, surtout si la modernisation est plus longue à mettre en œuvre, selon le journal.

La rénovation d'un seul des sept types d'arme, la bombe B61 (dont 10 à 20 exemplaires sont stockés à KleineBrogel, Belgique - NDCSO), devrait coûter 10 milliards de dollars sur cinq ans.

Il en coûterait jusqu'à 110 milliards pour construire 12 sous-marins en remplacement des sous-marins vieillissants de la classe Ohio, ajoute le journal qui cite les estimations du bureau du budget du congrès.

La rénovation des missiles balistiques Minuteman III reviendrait à 7 milliards de dollars et le remplacement des avions de chasse nucléaires F-35 coûterait 162 millions de dollars par appareil.

La modernisation des ateliers et laboratoires où devraient être effectuées ces rénovations est elle-même évaluée à au moins 88 milliards de dollars, selon le journal.

RTBF (citant Belga),

[http://www.rtb.be/info/monde/detail\\_les-usa-vont-moderniser-a-grand-cout-leur-arsenal-nucleaire?id=7839559](http://www.rtb.be/info/monde/detail_les-usa-vont-moderniser-a-grand-cout-leur-arsenal-nucleaire?id=7839559)

---

Guillaume DE ROUVILLE : « Dommages Collatéraux : la face cachée d'un terrorisme d'État... »

Lors des guerres menées par les États-Unis depuis la chute du mur de Berlin au nom d'une certaine idée de leur puissance, est apparue une notion, celle de « dommages collatéraux », qui a été utilisée par les organes des relations publiques du Pentagone pour justifier et faire accepter aux opinions occidentales des actes de guerre provoquant des victimes civiles. Ces dommages collatéraux ne seraient pas souhaités par la puissance militaire qui déplore ces tragiques erreurs, fruits de renseignements erronés ou d'une technologie défaillante.

Or, a y regarder de plus près, on s'aperçoit que la plupart de ces actes de guerre ayant détruit la vie de milliers de civils en Afghanistan, en Irak, en Libye ces dernières années [1], ne sont pas des erreurs, des dommages collatéraux d'une entreprise militaire qui ne prendrait pour cible que des soldats en uniforme appartenant à la partie adverse, mais bien **des actes délibérés visant à tuer des femmes, des enfants et des hommes sans défense.**

On pourrait se demander dans quels buts de telles horreurs seraient entreprises. La doctrine militaire répond : pour imposer la terreur source de toute obéissance.

La doctrine militaire dément ici brutalement la propagande politique : faire souffrir les populations civiles est un des moyens de gagner la guerre ; torturer leur corps est un des moyens de courber leur échine ; atteindre leur conscience est un des moyens de gagner leur âme (les bombardements des Alliés à la fin de la seconde guerre mondiale l'attestent amplement - la question de savoir si la fin justifie les moyens est un autre débat).

Vous doutez encore et pensez que de tels moyens ne feraient qu'inciter des non-combattants à prendre les armes et à renforcer l'armée des ombres [2]. Les soldats du monde entier le savent bien et répondent impunément : les victimes de la terreur humaine ne se vengent pas ; elles souffrent en silence et ne rêvent que de paix pour pouvoir enterrer leurs morts et faire leur deuil.

Cela va même plus loin : les innocentes victimes finissent souvent par réclamer protection à leurs bourreaux. À bout, démoralisées par tant de souffrance et de violence, elles saisissent la main que leur tend leur ennemi à l'autre bout du fusil.

C'est au cours de la guerre d'Algérie que les militaires français (principalement les Colonels Trinquier et Lacheroy) ont élaboré **une doctrine mettant au centre des conflits armés les populations civiles** [3] (les Anglais avaient déjà appliqué cette démarche au Kenya au début des années 50, massacrant volontairement des villages entiers de non-combattants, mais ils n'avaient pas eu l'idée d'en faire une doctrine digne d'être enseignée dans les écoles militaires).

**Non plus cibles involontaires d'une guerre inhumaine, les populations civiles deviennent l'objectif militaire à conquérir et à détruire au nom d'objectifs humains, trop humains.** La torture, les exécutions sommaires, les bombardements de civils ne sont plus seulement des crimes de guerre, mais des moyens militaires au service d'une cause politique. Les Colonels Trinquier et Lacheroy exporteront cette doctrine dans les écoles militaires américaines qui sauront en faire bon usage dans les pays d'Amérique Latine, et tout particulièrement en Amérique Centrale, dans les cinquante années suivant la guerre d'Algérie [4].

Les légions atlantistes parties, sous l'égide de l'Otan, à l'assaut de l'ex-Yougoslavie, de l'Afghanistan et de la Libye ont également appliqué cette doctrine pour tenter d'imposer l'*American Way of Life* et le libéralisme triomphant aux populations réfractaires. La doctrine militaire du *shock and awe* (choc et effroi) appliquée par les États-Unis lors de l'invasion de l'Irak en 2003 n'est que la réactivation de cette doctrine par des théoriciens soucieux de rafraîchir le corpus doctrinaire militaire américain. Les auteurs de cette resucée, Harlan Ullman et James Wade [5], prennent pour exemple les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki par les États-Unis en août 1945 et décrivent sans ambiguïté l'effet recherché : il s'agit d'infliger des destructions massives, de nature humaine ou matérielle, afin d'influencer une société donnée dans le sens recherché par celui qui met en œuvre le *choc et l'effroi*, plutôt que s'attaquer directement à des objectifs purement militaires [6].

On le voit, **cette notion de « dommages collatéraux » cache en réalité un terrorisme d'État, un terrorisme de masse, un terrorisme occidental** dont les médias occidentaux s'accommodent aisément puisqu'il est l'œuvre de leurs maîtres atlantistes. Ils font plus que s'en accommoder à vrai dire : ils commettent un crime médiatique lorsqu'ils utilisent le terme de « dommages collatéraux » pour masquer les actions terroristes de leurs dirigeants aux mains sales.

Il est intéressant de constater que ce terrorisme d'État occidental est, pris globalement, plus meurtrier que le terrorisme islamique (qui n'a pas plus de justification à nos yeux), terrorisme islamique qui peut être, par ailleurs, comme en Libye et en Syrie, le précieux relais des objectifs géostratégiques des Occidentaux et de leurs élites.

Ainsi, **le terrorisme semble être au cœur de la doctrine et des stratégies militaires des démocraties occidentales.** Pour lutter efficacement contre le terrorisme, ce que nos dirigeants prétendent s'acharner à faire, il faudrait oser engager toute notre ardeur combattante contre nous-mêmes. À défaut de quoi, la

mort de la démocratie sera (si ce n'est pas déjà le cas) le dommage collatéral de notre cynisme et de notre tartuferie.

Guillaume de Rouville

auteur de *La Démocratie ambiguë*, Éditions Cheap, juillet 2012.

[1] Tout comme au Vietnam, au Cambodge, en Amérique Centrale et en ex-Yougoslavie, pour ne prendre que quelques exemples supplémentaires.

[2] 'L'Armée des Ombres', titre d'un roman de Joseph Kessel sur la Résistance, est une expression que nous utilisons pour désigner les différentes formes de résistance civile face à l'oppression.

[3] Pour une étude générale sur le sujet des escadrons de la mort, lire le livre de Marie-Monique Robin, « Les escadrons de la mort. L'école française », 2004, La Découverte.

[4] Voir, pour une analyse de cette doctrine militaire : « De la guerre coloniale au terrorisme d'État », de Maurice Lemoine, Le Monde Diplomatique, novembre 2004.

[5] Harlan K. Ullman, James P. Wade, « Shock And Awe : Achieving Rapid Dominance » (National Defense University, 1996).

[6] « The second example is "Hiroshima and Nagasaki" noted earlier. The intent there is to impose a regime of Shock and Awe through delivery of instant, nearly incomprehensible levels of massive destruction directed at influencing society writ large, meaning its leadership and public, rather than targeting directly against military or strategic objectives even with relatively few numbers or systems. The employment of this capability against society and its values, called "counter-value" in the nuclear deterrent jargon, is massively destructive, strikes directly at the public will of the adversary to resist, and ideally or theoretically, would instantly or quickly incapacitate that will over the space of a few hours or days ». Op-Cit, chapitre 2, page 23.

URL de cet article 17619

<http://www.legrandsoir.info/dommages-collateraux-la-face-cachee-d-un-terrorisme-d-etat.html>

---

---

1 Médias & Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Thierry Meyssan « Sous nos yeux »

L'Occident et l'apologie du terrorisme.

Cette nouvelle chronique de Thierry Meyssan est consacrée à l'analyse et au commentaire d'une déclaration officielle ou d'un document d'actualité. T

oujours attentif aux silences autant qu'aux paroles, il observe cette semaine le renversement doctrinal des Occidentaux face au terrorisme.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 1er août 2012

### **Obsèques nationales des généraux victimes de l'attentat terroriste du 18 juillet 2012**

Le Conseil de sécurité s'est réuni peu après l'attentat du 18 juillet qui a décapité le commandement des forces de sécurité syriennes. Certes, les deux séances qui ont suivi portaient sur les propositions de résolution des Occidentaux et de la Russie. Néanmoins, il revenait au Conseil de condamner le principe de l'action terroriste, comme il fait toujours en pareille circonstance. L'usage est d'adopter unanimement une déclaration et de la faire lire par le président en exercice du Conseil, en l'occurrence le Colombien Nestor Osorio. La courtoisie veut que l'on présente ses condoléances à l'État-membre qui vient d'être frappé.

Pourtant le Conseil est resté silencieux. Les Occidentaux ont refusé d'appliquer à la Syrie un des principes de base des relations internationales : la condamnation du terrorisme. Pis, dans leurs déclarations respectives, les dirigeants allemands, britanniques, états-uniens et français ont condamné les victimes, les ont rendues responsables de la violence dont elles ont été l'objet, et ont réaffirmé leur soutien à ceux qui ont perpétré l'attentat. Et encore : les médias occidentaux se sont appliqués à salir la mémoire des victimes, comme si leur mort ne suffisait pas à étancher leur soif de sang syrien.

Personne ne doute que le terrorisme en Syrie soit commandité par l'OTAN et le CCG, mais jusqu'à présent cela se faisait en toute hypocrisie. Ne pouvant bombarder et raser le pays du fait du double veto russe et chinois, les Occidentaux et leurs partenaires arabes faisaient saigner le pays en attendant de le

faire attaquer par des mercenaires. Il y eu certes l'épisode du 12 février : l'appel au jihad d'Ayman al-Zawahiri. Tout d'un coup, l'OTAN, le CCG et al-Qaida poursuivaient le même objectif. Cependant, faisait-on remarquer à Bruxelles, les déclarations du cheikh égyptien n'engagent que lui, elles ne valent pas d'être commentées, et l'OTAN ne va pas réviser ses positions en fonction de ces fatwas. Ce raisonnement n'était pas convaincant, car il éludait la question des objectifs communs aux champions auto-proclamés de la démocratie d'une part et de l'islamisme d'autre part, mais les apparences étaient sauves. Cette fois, c'est différent. Les Occidentaux assument leur liens avec les terroristes.

Le tournant s'est opéré lors de la 3e conférence des « Amis » du peuple syrien à Paris, le 6 juillet. Le président François Hollande avait accordé une place d'honneur à des individus que l'on payait jusque là en secret en prenant soin de nier les connaître. Il avait élevé des criminels de guerre au rang de héros sans susciter la nausée de ses partenaires étrangers.

Sans attendre qu'al-Qaida soit invité à une prochaine conférence des « Amis » du peuple syrien, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, s'est étonné de ce comportement : « *Il signifie que [les Occidentaux] continueront à soutenir ce genre d'attaques terroristes jusqu'à ce que le Conseil de sécurité remplisse [leurs] exigences. C'est une position terrifiante.* » Et de poursuivre « *Nous ne savons pas comment nous devons le prendre.* »

En effet, au delà de la question morale, que signifie ce revirement doctrinal ? Durant une décennie, les Occidentaux se présentaient comme les champions de la « *guerre au terrorisme* », aujourd'hui, ils revendiquent leur soutien à des terroristes.

De nombreux auteurs, y compris des stratèges US comme Zbigniew Brzezinski, ont souligné que la notion de « *guerre au terrorisme* » est un concept absurde. On peut mener une guerre contre des terroristes, pas contre leur stratégie. Quoi qu'il en soit, ce slogan marketing avait le double avantage de placer certains États du côté du Bien et de justifier leur « *guerre sans fin* » contre tous les autres. Le terrorisme est une méthode de combat asymétrique que l'on utilise toujours par défaut. Elle permet d'affaiblir un adversaire, mais elle est insuffisante pour obtenir la victoire militaire et conduit toujours à une défaite politique. Elle prive pour un long moment celui qui en fait usage de la perspective d'exercer le pouvoir. Le terrorisme est une méthode immorale qui ne s'emploie donc que lorsque l'on est en position de faiblesse, non pour gagner un avantage, mais pour gagner du temps, en attendant d'être en mesure de livrer un combat conventionnel.

D'où le trouble de Sergey Lavrov. Les Occidentaux sont-ils en train de reconnaître à la fois leur immoralité et leur impuissance ? Que cache leur comportement ? Ou se pourrait-il que leur décadence soit beaucoup plus avancée que nous n'osions le concevoir ?

Chacun a bien compris que la crise syrienne n'est pas, ou n'est plus, une confrontation interne, mais la résultante d'un réajustement des rapports de force mondiaux. Washington tente de poursuivre le remodelage du Moyen-Orient élargi et de changer l'équation militaire régionale. Moscou conteste son autorité et tente d'instaurer un Nouvel ordre international, basé sur le droit et le multilatéralisme. La Syrie est la zone d'achoppement entre les nouveaux blocs.

La géophysique nous a appris que la tectonique des plaques provoque les tremblements de terre. La géopolitique a les siens. Les publicitaires de la soi-disante Armée « syrienne » libre ont eu tort d'évoquer cette image. Les deux blocs se sont heurtés en Syrie, mais c'est la plaque occidentale qui a commencé à glisser sous la plaque eurasiatique et à disparaître, et non l'inverse.

Sergey Lavrov considère Washington comme un malade en fin de vie. Sachant que « *les empires ne meurent pas dans leur lit* », il tente de calmer « *l'empire américain* » pour lui éviter un accès de folie, tout en le conduisant gentiment au cimetière où il reposera. Il observe le patient avec prudence.

L'apologie du terrorisme est-il le symptôme d'un début de crise de démence, ou d'une anémie irréversible ?

[Tichreen \(Syrie\)](#)

---

2 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Palomeros prendra la tête de l'ACT (OTAN) en septembre



Le Quartier général du Commandement suprême allié Transformation (ACT) de l'OTAN conservera un chef français. C'est confirmé aujourd'hui officiellement par le Conseil de l'Atlantique Nord (NAC). C'est le général Jean-Paul Palomeros - actuel chef d'Etat-Major Air - qui part ainsi à Norfolk remplacer son collègue d'armes Stéphane Abrial, à qui le Nac 'a rendu hommage. « Tout au long de son commandement débuté en 2009, (le général Abrial) a activement contribué à l'adaptation des structures, des concepts, des ressources, des moyens d'entraînement et du processus de planification de défense de l'Alliance atlantique. » Le général Palomeros prendra ses nouvelles fonctions à la fin du mois de septembre 2012.

[www.nato.int](http://www.nato.int) -

---

---

### 3 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Qu'est-ce que l'ACT (Commandement Allié Transformation de l'OTAN)

Le Commandement allié Transformation (ACT) dirige, à l'échelon du commandement stratégique, la transformation de la structure militaire, des forces, des capacités et de la doctrine de l'OTAN. Il est chargé d'améliorer la formation, en particulier pour les commandants et les personnels d'état-major, d'expérimenter de nouveaux concepts et de promouvoir l'interopérabilité au sein de l'Alliance.

L'ACT est l'un des deux commandements stratégiques se trouvant au sommet de la structure de commandement de l'OTAN, l'autre étant le Commandement allié Opérations (ACO). Cette structure de commandement a fait l'objet d'une revue en juin 2011 dans le cadre d'un processus général de réforme visant non seulement à optimiser la structure, mais aussi à tenir compte des nouvelles tâches découlant du concept stratégique adopté en 2010. Les deux commandements stratégiques ont été maintenus, de même que le niveau d'ambition de l'Alliance.

Le Quartier général du commandant suprême allié Transformation (SACT) est implanté à Norfolk, en Virginie (États-Unis). C'est là qu'est installée la structure de commandement de l'ACT. Il s'agit du seul commandement de l'OTAN situé en Amérique du Nord, et de l'unique QG permanent de l'OTAN basé en dehors de l'Europe.

Le SACT relève du Comité militaire, qui est la plus haute instance militaire de l'OTAN. Placé sous l'autorité politique générale du Conseil de l'Atlantique Nord et du Groupe des plans nucléaires (NPG), et secondé dans sa tâche par l'État-major militaire international, le Comité militaire est la principale source d'avis militaires pour le Conseil et le NPG.

Le QG du SACT supervise les différents commandements subordonnés de l'ACT, et notamment le Centre de guerre interarmées (Norvège), le Centre d'entraînement de forces interarmées (Pologne) et le Centre interarmées d'analyse et de retour d'expérience (Portugal). Il a également des liens solides avec les quartiers généraux nationaux et des entités telles que les centres d'excellence, ainsi qu'avec la structure de forces de l'OTAN dans son ensemble.

L'ACT entretient des rapports directs avec les installations de formation et différentes agences de l'OTAN, et avec le Commandement des forces interarmées des États-Unis (USJFCOM). Celui-ci est toutefois en cours de démantèlement.

La réforme de juin 2011 amène l'ACT à renforcer ses liens avec les quartiers généraux nationaux, et en particulier avec des entités telles que les centres d'excellence, ainsi qu'avec la structure de forces de l'OTAN dans son ensemble. La seule modification concrète concerne le transfert du Centre de recherche sous-marine de l'OTAN (NURC), désormais intégré dans la structure des agences de l'Alliance en tant qu'élément organisationnel lié à la recherche.

#### Évolution

Le Commandement allié Transformation a succédé au Commandement allié de l'Atlantique (ACLANT), qui avait été créé à Norfolk, en Virginie (États-Unis), en avril 1952, un an après l'établissement du Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe (SHAPE) pour le Commandement allié en Europe (CAE).

L'ACLANT et le CAE ont tous deux fait l'objet d'une rationalisation à la fin de la Guerre froide. En substance, les 78 quartiers généraux que comptait la structure de commandement ont été ramenés à 20.

Ces QG ont été placés sous l'autorité de deux commandants stratégiques, l'un pour l'Atlantique et l'autre pour l'Europe. Trois commandants régionaux relevaient du commandant suprême allié de l'Atlantique (SACLANT), et deux du commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR).

Au sommet de Prague, en 2002, il a été décidé de réorganiser la structure de commandement de l'OTAN de manière à l'alléger et à la rendre plus efficace. De plus, un changement radical de conception se produisit au sein de l'Alliance : désormais, les structures de commandement allaient reposer sur des critères fonctionnels, et non plus géographiques. L'ancien CAE fut remplacé par le Commandement allié Opérations (ACO), responsable de toutes les opérations de l'Alliance, y compris celles qui relevaient jusqu'alors du SACLANT. Ainsi, un commandement stratégique - le Commandement allié Opérations (ACO/SHAPE) - était chargé des opérations de l'Alliance, tandis que l'autre - le Commandement allié Transformation (ACT) - s'occupait de la transformation.

Cette réforme a également permis de réduire de façon significative le nombre de quartiers généraux et de centres multinationaux d'opérations aériennes (de 32 centres de commandement, on est passé à 9). En 2011, la restructuration a été poussée plus avant pour faire en sorte que les capacités de commandement militaire soient plus flexibles et plus abordables. Au sommet de Lisbonne, les 19 et 20 novembre 2010, les dirigeants des pays de l'Alliance ont approuvé pour la réforme un modèle générique qui devait permettre à l'OTAN, en fonction d'un niveau d'ambition inchangé, d'assurer le commandement et le contrôle de deux opérations interarmées de grande envergure et de six opérations militaires de moindre envergure. Cette réforme a surtout touché l'ACO.

---

## UN INTERVIEW DE JEAN BRICMONT PAR KOUROSH ZIABARI

Kourosch Ziabari « Jean Bricmont : Les nations indépendantes doivent assurer une transition vers un nouvel ordre mondial. »

Jean Bricmont enseigne la physique théorique à l'Université de Louvain en Belgique.

Il est notamment l'auteur de *Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?*

5 SEPTEMBRE 2012

**Kourosch Ziabari :** *Dans votre article "[The Case for a Non-Interventionist Foreign Policy](#)," vous écrivez sur les justifications qu'invoquent les puissances impérialistes pour rationaliser leurs expéditions militaires dans le monde. Une politique étrangère belliciste n'est-elle pas un avantage pour les politiciens du monde occidental, en particulier aux Etats-Unis, afin d'attirer le vote et le soutien du public ? Le peuple américain élira-t-il un président pacifiste qui se consacre à mettre un terme à toutes les guerres U.S. et s'abstient de mener de nouvelles guerres ?*

**Jean Bricmont :** Je ne suis pas sûr que cela attire les électeurs. En Europe certainement pas. Les politiciens les plus bellicistes, Blair et Sarkozy, ne sont pas restés populaires longtemps, à cause de leur politique étrangère. En Allemagne, le public est systématiquement en faveur d'une politique étrangère pacifique. Comme le faisait remarquer le pacifiste américain A. J. Muste, le problème de toutes les guerres est celui du vainqueur - ils pensent que la violence paie. Les vaincus, comme l'Allemagne et dans une certaine mesure le reste de l'Europe, savent que la guerre n'est pas si rose.

Néanmoins je pense que - sauf en temps de crise comme les guerres du Vietnam ou d'Algérie quand elles ont mal tourné pour les USA ou la France - la plupart des gens ne sont pas très intéressés par la politique étrangère, ce qui se comprend vu leurs problèmes matériels et étant donné le fait qu'elle semble hors d'atteinte des gens ordinaires.

Par ailleurs, tout candidat à la présidence américaine doit faire des déclarations patriotiques : « nous sommes les meilleurs », « une lumière au sommet de la colline », « défenseur de la démocratie et des droits de l'homme », etc. Cela, bien sûr, est vrai dans tous les systèmes de pouvoir, la seule chose qui varie, ce sont les « valeurs » auxquelles on se réfère (être un bon chrétien ou musulman ou défenseur du socialisme, etc.).

**Kourosch Ziabari :** *Les puissances impérialistes, comme vous l'indiquez dans vos écrits, mènent des guerres, tuent des innocents et pillent les ressources naturelles de pays plus faibles sous le prétexte de leur apporter la démocratie. Alors, qui devrait s'occuper des principes du droit international, d'intégrité territoriale et de souveraineté ? Attaquer d'autres pays quand bon leur semble et tuer sauvagement des*

*civils innocents est une démonstration flagrante d'illégalité. Est-il possible d'amener ces puissances à la raison et de les responsabiliser sur ce qu'elles font ?*

**Jean Bricmont :** Je pense que l'évolution du monde va dans cette direction ; respect des principes du droit international, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté. Comme je l'ai déjà dit, les populations européennes sont plutôt pacifiques ; à la fois par rapport à l'Europe et au reste du monde, du moins si on compare avec le passé. Certains de leurs dirigeants ne sont pas pacifiques et il y a une forte pression en faveur de la guerre venant d'une alliance étrange entre interventionnistes pour les droits humains et néoconservateurs qui sont influents dans les médias et dans l'intelligentsia, mais ce ne sont pas les seules voix et elles sont plutôt impopulaires dans le grand public.

Quant aux USA, ils sont dans une crise profonde, pas seulement économique mais aussi diplomatique. Ils ont perdu le contrôle de l'Asie depuis longtemps, ils perdent l'Amérique du Sud, et maintenant le Moyen-Orient. L'Afrique se tourne de plus en plus vers la Chine.

Le monde devient donc multipolaire, que ça nous plaise ou non. Je vois au moins deux dangers : que le déclin des USA ne produise quelque réaction de folie qui entraînerait la guerre, ou que le déclin des USA ne crée le chaos, un peu comme l'a fait la chute de l'Empire romain. C'est de la responsabilité du Mouvement des Non Alignés et des pays BRICS d'assurer une transition ordonnée vers un nouvel ordre mondial.

**Kouros Ziabari :** *Ce qui apparaît comme hypocrite dans l'attitude des puissances occidentales à l'égard du concept de droits humains, c'est qu'elles ne cessent de condamner la violation des droits de l'homme dans les pays avec lesquels elles sont en conflit mais qu'elles restent silencieuses à propos des mêmes violations dans les pays avec qui elles sont alliées. Par exemple, vous savez sûrement comment les prisonniers politiques sont maltraités et torturés en Arabie saoudite, l'allié numéro 1 parmi les pays arabes. Alors, pourquoi ne protestent-ils pas pour condamner ces violations ?*

**Jean Bricmont :** Connaissez-vous une seule puissance qui ne soit pas hypocrite ? Il me semble que c'est la manière dont le pouvoir fonctionne, en tous lieux et en tous temps.

Par exemple en 1815, à la chute de Napoléon, le tsar de Russie, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse se sont réunis en ce qu'ils nommèrent leur Sainte Alliance, prétendant baser leurs règles de conduite sur les « sublimes vérités contenues dans la religion éternelle de Christ notre Sauveur » ainsi que sur les principes « de leur sainte religion, préceptes de justice charité et paix ». Pendant la Guerre des Boers, le Premier Ministre britannique Lord Salisbury a déclaré que c'était « une guerre pour la démocratie » et que « nous ne cherchons ni mines d'or ni territoires ». Bertrand Russell, citant ces remarques, commenta que « les cyniques étrangers » ne purent s'empêcher de noter que « nous avons néanmoins obtenu tant les mines que les territoires ». [1]

Au plus fort de la guerre du Vietnam, l'historien américain Arthur Schlesinger décrivait la politique étatsunienne là-bas comme faisant partie de « notre programme global de bonne volonté internationale ». [2]. À la fin de cette guerre, un commentateur libéral écrivait dans le *New York Times* que « Pendant un quart de siècle, les États-Unis ont essayé de faire du bien, d'encourager la liberté politique et de promouvoir la justice sociale dans le Tiers Monde ». [3]

En ce sens, les choses n'ont pas changé. Les gens pensent quelquefois que parce que notre système est plus démocratique, les choses doivent avoir changé. Mais cela implique que le public soit bien informé - ce qui n'est pas vrai à cause des nombreux parti-pris dans les médias - et qu'il soit activement impliqué dans la formation de la politique étrangère - ce qui n'est pas vrai non plus, sauf en temps de crises. La formation de la politique étrangère est une affaire très élitiste et non-démocratique.

**Kouros Ziabari :** *Attaquer ou envahir d'autres pays sous prétexte d'intervention humanitaire peut être légalisé et autorisé à l'unanimité des membres permanents du Conseil de Sécurité. Si tous votent en faveur d'une frappe militaire, celle-ci aura lieu. Mais ne croyez-vous pas que le simple fait que seuls 5 pays au monde peuvent prendre des décisions pour 193 membres des Nations Unies, alors que cette majorité considérable n'a rien à dire dans les développements internationaux, c'est une insulte à toutes ces nations et à leur droit à l'autodétermination ?*

**Jean Bricmont :** Bien sûr. Vous n'avez pas vraiment besoin d'unanimité, sauf pour les membres permanents. Mais à présent que la Chine et la Russie semblent avoir adopté une position autonome par rapport à l'Occident il n'est pas évident que de nouvelles guerres soient légales. Je ne suis pas heureux des arrangements actuels du Conseil de Sécurité, mais je pense toujours que l'ONU est dans l'ensemble une bonne chose ; sa Charte procure en principe une défense contre l'intervention et un cadre pour

l'ordre international, et son existence fournit un forum où différents pays peuvent se rencontrer ce qui vaut mieux que rien.

Bien sûr, réformer l'ONU est une affaire épineuse puisque ne pouvant se faire sans le consentement des membres permanents du Conseil de Sécurité, lesquels ne seront sans doute pas très enthousiastes devant la perspective d'abandonner une parcelle de leur pouvoir. Ce qui en fin de compte fera problème, c'est l'évolution de la relation des forces dans le monde, et cela ne va pas dans la direction de ceux qui pensent la contrôler actuellement.

**Kouros Ziabari** : *Parlons de quelques questions actuelles. Dans vos articles, vous avez parlé de la guerre au Congo. J'ai été très choqué que la Seconde Guerre du Congo a été le conflit le plus meurtrier dans l'histoire de l'Afrique, avec quelque 5 millions de morts innocents ; mais aux Etats-Unis les médias traditionnels n'en parlent pas, parce qu'un des belligérants, l'armée rwandaise, était un allié proche de Washington. Quel est votre point de vue à ce sujet ?*

**Jean Bricmont** : Ecoutez, je ne suis pas un expert de cette partie du monde. Mais je remarque que la tragédie rwandaise de 1994 est souvent utilisée comme argument pour une intervention étrangère, qui, prétend-on, aurait stoppé les massacres ; en revanche, la tragédie du Congo devrait être prise comme un argument contre l'intervention étrangère par respect du droit international, puisqu'elle était due en large part à l'intervention des troupes rwandaises et ougandaises au Congo.

Bien sûr, le fait que ce dernier argument ne nous est jamais servi montre, une fois encore, combien le discours sur l'intervention humanitaire est un parti-pris en faveur des puissances qui, selon les cas, veulent s'arroger à elles-mêmes le droit d'intervenir, quand cela leur convient.

**Kouros Ziabari** : *Il y a quelques jours à peine, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon condamnait les dirigeants de l'Iran pour leurs supposées remarques « incendiaires et haineuses » sur Israël. Et pourtant, je ne me souviens pas de l'avoir entendu condamner les autorités israéliennes pour les dangereuses menaces de guerre qu'ils répètent fréquemment à l'encontre de l'Iran. Quelle est la raison derrière cette hypocrisie ?*

**Jean Bricmont** : Comme vous le savez, en Occident l'hypocrisie à l'égard d'Israël a pris des proportions sidérantes, et Ban Ki-moon, tout Secrétaire général de l'ONU qu'il soit, campe sur des positions très « pro-occidentales ». Alors que j'ai personnellement des doutes sur la sagesse de la rhétorique iranienne sur Israël, je pense que les menaces d'actions militaires contre l'Iran par Israël sont bien pires et devraient être considérées comme illégales en droit international.

Je pense aussi que les sanctions unilatérales contre l'Iran, prises par les États-Unis et leurs alliés, dans une large mesure pour plaire à Israël, sont une honte. Et bien que les gens qui se prétendent anti-racistes en Occident ne dénoncent jamais ces politiques, je pense qu'elles sont profondément racistes : en effet, elles ne sont acceptées que parce que de soi-disant pays civilisés, Israël et ses alliés, exercent ces menaces et ces sanctions contre un pays « non civilisé », l'Iran. C'est une chose qu'on se rappellera dans le futur, de la même façon qu'on se souvient aujourd'hui de l'esclavage.

**Kouros Ziabari** : *Il y a des gens comme vous qui s'opposent au militarisme étatsunien, son imposture, son hypocrisie droit-de-l'homme et ses tentatives de dévorer le Moyen-Orient riche en pétrole, mais je dirais que malheureusement vous êtes dans la minorité. Ce sont le Congrès administré par Israël et les laboratoires d'idées bellicistes comme le Council on Foreign Relations (CFR) et le National Endowment for Democracy (NED) qui mènent les États-Unis, pas les penseurs et les écrivains anti-guerre, pro-paix et progressistes comme vous. Quelle influence les penseurs progressistes et les médias de gauche ont-ils sur les politiques adoptées aux États-Unis ?*

**Jean Bricmont** : Ecoutez, je pense qu'on doit faire la différence entre soutenir Israël et le désir de « dévorer » le pétrole. Les deux politiques ne sont pas identiques et sont en fait contradictoires. Comme l'ont montré, je crois, Mearsheimer et Walt, les politiques israéliennes des USA sont dans une large mesure instiguées par le lobby pro-israélien et ne correspondent pas ni ne contribuent à aider leurs intérêts économiques ou géostratégiques. Par exemple, à ma connaissance, il n'y aurait aucun problème pour des compagnies pétrolières à forer en Iran, si ce n'est à cause des sanctions imposées à ce pays ; mais celles-ci sont liées à l'hostilité d'Israël envers l'Iran, et non pas à un quelconque désir de contrôler le pétrole.

La seconde remarque est que les anti-guerre ne sont pas nécessairement de gauche. C'est vrai, une grande partie de la droite est devenue néo-conservatrice, mais il y a aussi une bonne partie de la gauche qui est influencée par l'idéologie de l'intervention humanitaire.

Toutefois il y a aussi une droite libertarienne, Ron Paul par exemple, qui est résolument anti-guerre, et il y a quelques vestiges d'une gauche pacifiste ou anti-impérialiste. Notez que cela a toujours été le cas : même à l'époque du colonialisme, les positions pro et anti-impérialistes ne coïncidaient pas avec la division gauche-droite, si cette dernière est entendue en termes socio-économiques ou en termes « *moraux* » (sur le mariage homosexuel par exemple).

Ensuite, il est vrai que nous avons très peu d'influence, mais c'est en partie parce que nous sommes divisés, entre gauche anti-guerre et droite anti-guerre. Je crois qu'une majorité de la population est opposée à ces guerres coûteuses et interminables, surtout en Europe, en raison de la leçon tirée de la Seconde Guerre mondiale ou de leur défaite dans les guerres coloniales, et aux États-Unis en raison d'une lassitude de la guerre après l'Afghanistan et l'Irak.

Ce que nous n'avons pas, c'est un mouvement anti-guerre cohérent ; construire ce dernier obligerait à se centrer sur la guerre elle-même et à unifier les deux côtés de l'opposition (droite et gauche). Mais si des mouvements peuvent se construire autour de « *questions particulières* » comme l'avortement ou le mariage homosexuel, qui ignorent les problèmes socio-économiques et les questions de classe, pourquoi pas ?

Même si ce genre de mouvement n'existe pas encore, la perspective n'est pas totalement sans espoir : si la crise économique se creuse et si l'opposition universelle aux politiques US croît, des citoyens de tous les bords politiques pourraient se rassembler pour construire des alternatives.

**Kouros Ziabari** : *Quel est votre point de vue concernant la guerre de sanctions des États-Unis et de leurs alliés, les embargos, les assassinats nucléaires et l'opération psychologique contre l'Iran ? L'Iran subit pratiquement une attaque multilatérale par les États-Unis, Israël et leurs copains européens. L'Iran peut-il sortir de ce dilemme et résister aux pressions ? Dans quelle mesure connaissez-vous l'Iran ? Avez-vous entendu parler de sa culture et de sa civilisation, ce dont les médias dominants ne parlent jamais ?*

**Jean Bricmont** : Je ne sais pas grand-chose de l'Iran, mais je ne pense pas avoir besoin d'en savoir beaucoup sur ce pays - même si j'aimerais certainement en savoir plus - pour m'opposer aux politiques que vous mentionnez. J'étais également opposé aux interventions occidentales en Yougoslavie et en Libye.

Certains pensent qu'il y a de bonnes interventions et de mauvaises. Mais la question principale pour moi, c'est : qui intervient ? Ce ne sont jamais réellement les « *citoyens* » ni la « *société civile* » de l'Occident ni même les pays européens par eux-mêmes, c'est-à-dire hors soutien étatsunien : ce sont toujours les militaires étatsuniens, la plupart du temps les forces aériennes.

Alors, on peut bien sûr défendre l'idée qu'il ne faudrait pas tenir compte du droit international et que la défense des droits de l'homme devrait être laissée à l'aviation US. Mais beaucoup de gens qui soutiennent les « *bonnes* » interventions ne tiennent pas ce discours-là. En général ils soutiennent que « *nous* » devons faire quelque chose pour « *sauver les victimes* » dans une situation particulière. Ce que ce point de vue omet, c'est que ce « *nous* » supposé intervenir ce ne sont pas les gens qui en parlent, mais l'armée américaine.

C'est pourquoi le soutien à toute intervention ne fait que renforcer le pouvoir arbitraire des États-Unis, lesquels, bien sûr, s'en servent à leur convenance, et non pas, en général, en fonction des souhaits de ceux qui soutiennent les « *bonnes* » interventions.

**Kouros Ziabari** : *Et pour terminer, voudriez-vous nous donner une idée de la manière dont les médias d'entreprises servent les intérêts des puissances impérialistes ? Comment fonctionnent-ils ? Est-il moralement justifiable d'utiliser la propagande des médias pour parvenir à des fins politiques et coloniales ?*

**Jean Bricmont** : La connexion entre « *médias d'entreprises* » et propagande de guerre est compliquées, tout comme l'est la relation entre capitalisme et guerre. La plupart des gens de gauche pensent que le capitalisme a besoin de la guerre ou y mène. Mais à mon avis la vérité est bien plus nuancée. Les capitalistes américains font fortune en Chine et au Vietnam maintenant que la paix règne entre les États-Unis et l'Asie du Sud-Est ; pour les travailleurs américains c'est un tout autre problème évidemment. Il n'y a aucune raison pour les compagnies occidentales, pétrolières ou autres, de ne pas commercer avec l'Iran, et s'il y avait la paix dans la région, les capitalistes fondraient dessus comme des vautours afin d'exploiter une force de travail bon marché et relativement qualifiée.

Ce n'est pas pour cela que les capitalistes sont gentils ni qu'ils ne puissent être individuellement pro-guerre, mais c'est seulement que la guerre, de manière générale, n'est pas dans leur intérêt et qu'ils ne sont pas nécessairement la force principale des va-t-en-guerre.

Les gens sont poussés à la guerre par des idéologies de conflit, en particulier quand elles prennent une forme fanatique - par exemple, si vous croyez que tel ou tel morceau de terre vous a été donné par Dieu, ou que votre pays a une mission spéciale, comme exporter les droits de l'homme et la démocratie, de préférence au moyen de missiles de croisière et de drones.

Il est à fois triste et ironique qu'une idée qui est largement laïque et libérale, celle des droits humains, est aujourd'hui devenue l'un des principaux moyens de fouetter l'hystérie guerrière en Occident. Mais c'est notre situation présente et la changer est une tâche des plus urgentes et des plus importantes.

Jean Bricmont enseigne la physique théorique à l'Université de Louvain en Belgique. Il est notamment l'auteur de *Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?*

5 SEPTEMBRE 2012

Kourosh Ziabari

30 août 2012.

*Kourosh Ziabari est un jeune journaliste indépendant vivant en Iran. Il a publié book "7+1" qui est une collection de ses interviews de 7 auteurs iraniens contemporains. Ziabari contribue au site <http://www.Opednews.com>.*

*Il est aussi correspondant en Iran de <http://english.ohmynews.com/>.*

*Blog en persan : <http://kouroshz.blogfa.com>*

*Blog en anglais : <http://cyberfaith.blogspot.com>*

*<http://www.silviacattori.net/article3645.html>*

4 Dossier des USA

[voltage.net.org](http://voltage.net.org) : USA : l'économie de la mort...!

**17 millions d'États-uniens sur 315 souffrent de la faim et ont passé au moins ...**

**>...une journée complète sans manger au cours des trois derniers mois, faute de pouvoir se payer de la nourriture. 33 autres millions parviennent à se nourrir, mais souffrent de déséquilibres alimentaires faute de ressources.**

> Ignorant leurs besoins, Washington a entièrement tourné son économie vers la production d'armement. Cette orientation vers une économie de guerre, qui a débuté en 1995 sous l'administration Clinton, s'est brutalement aggravée après les attentats du 11 septembre 2001 avec l'administration Bush Jr, et n'a cessé de se poursuivre sous l'administration Obama.

> Plus de 50 millions de personnes, dont 17 millions d'enfants, en condition d' « *insécurité alimentaire* », c'est-à-dire sans nourriture suffisante « *par manque d'argent ou d'autres ressources* ». Les données ne se réfèrent pas à un pays pauvre de l'Afrique subsaharienne, mais au pays qui a la plus grande économie du monde : les États-Unis d'Amérique, selon le département US de l'Agriculture (septembre 2012).

> Pendant l'administration Bush (2001-2008), les citoyens étasuniens sans nourriture correcte, obligés pour survivre d'avoir recours aux *foodstamps* (bons alimentaires) et aux organisations charitables, ont augmenté de 33 à 49 millions. Pendant l'administration Obama, ils sont montés à plus de 50 millions, équivalents à 16,4 % de la population, par rapport aux 12,2 % de 2001. Parmi ceux-ci, 17 millions environ sont en condition de « *très basse sécurité alimentaire* », en d'autres termes la faim.

> Ils ont cependant la satisfaction de vivre dans un pays dont la « *sécurité* » est garantie par une dépense militaire qui — d'après le *Sipri* — a doublé pendant l'administration Bush et, pendant celle d'Obama, a grimpé des 621 milliards de dollars en 2008 à plus de 711 en 2011. En net d'inflation (à valeur constante du dollar 2010), la dépense militaire a augmenté de 80 % de 2001 à 2011. Cette dépense militaire étasunienne, équivalente à 41 % de la dépense militaire mondiale, est en réalité plus haute : en incluant d'autres postes de caractère militaire (parmi lesquels les 125 milliards annuels pour les militaires à la retraite) elle atteint à peu près la moitié de la dépense mondiale. De cette façon, souligne-t-on dans le Budget 2012, le Pentagone peut maintenir « *des forces militaires prêtes à se concentrer soit dans les guerres actuelles, soit dans de futurs conflits potentiels* ». Et, en même temps, il peut « *investir dans une*

*innovation scientifique et technologique à long terme pour assurer que la Nation ait accès aux meilleurs systèmes de défense disponibles au monde ».*

> À cette fin, 100 milliards d'économies prévues sont « réinvestis dans des secteurs de haute priorité », à commencer par les drones : les vélivoles sans pilote qui, télécommandés à plus de 10 000 kms de distance, frappent les objectifs avec leurs missiles.

> Ici la réalité dépasse la science-fiction hollywoodienne. *Lockheed Martin* est en train de développer un nouveau drone pour les forces spéciales : pour accroître son autonomie, on utilise depuis le sol un rayon laser qui l'alimente pendant qu'il est en vol. *Northrop Grumman* est engagée, elle, dans un projet encore plus avancé : celui de drones qui, alimentés par énergie nucléaire, restent en vol de façon ininterrompue non pas pendant des jours mais pendant des mois. Toujours chez *Northrop Grumman* : on développe un vélivole robotisé pour porte-avions, le X-47B, en mesure, grâce à sa mémoire programmée, de décoller, effectuer sa mission et atterrir de façon autonome.

> Étant donnés les énormes coûts de ces programmes, le Pentagone a déjà dressé une liste de pays alliés fiables à qui vendre les nouveaux drones pour la guerre robotisée. Sans aucun doute on trouve l'Italie aux avant-postes, qui a déjà acheté à l'étasunien *General Atomics* le dernier modèle de drone, le vélivole MQ-9A Predator B. À l'avenir elle achètera aussi le drone nucléaire qui, en décollant au-dessus de la tête des 50 millions de citoyens étasuniens en condition d' « *insécurité alimentaire* », viendra voler au-dessus de celle des chômeurs italiens (et autres millions de chômeurs européens, au passage, NdT) qui occupent les usines en voie de fermeture.

> Source : [voltage.net.org](http://voltage.net.org)

---

StievenRamdharie : La vente d'armes US aux États du Golfe a explosé

L'appétit en armes des États du Golfe a permis aux USA d'atteindre un record d'exportation en équipements militaires. Grâce à ces achats principalement effectués par l'Arabie saoudite, la vente d'armes a atteint le niveau explosif de 66,3 milliards de dollars. Les USA n'avaient jamais vendu autant d'armes en un an.

C'est ce qui apparaît dans un rapport d'une commission d'enquête du Congrès, le Congressional Research Service (CRS).

La montée des tensions avec l'Iran convainc de nombreux États du Golfe à déboursier des dizaines de milliards d'euros dans l'achat d'avions, d'hélicoptères et de missiles dernier cri.

Les enquêteurs de la Commission qualifient d' « exceptionnelle » cette augmentation considérable des exportations d'armes US en temps de crise.

En 2010, les USA ont vendu des engins militaires pour « seulement » 21 milliards de dollars.

Avec la vente de F-15, d'hélicoptères Apache et de missiles Patriot, des géants de la défense tels que Boeing et Lockheed Martin peuvent compenser les coupes budgétaires concernant les dépenses militaires aux USA et en Europe.

L'Allemagne espère passer avec l'Arabie saoudite un contrat de plusieurs milliards pour l'achat de 600 à 800 tanks Leopard 2. Cette vente d'armes devrait générer 12,6 milliards de dollars de bénéfices.

Quant au Qatar, il envisage de se doter de 200 Leopard pour un montant de 2,5 milliards de dollars.

C'est toutefois Riyad qui a réalisé les plus grosses dépenses dans la région. L'achat gigantesque que Riyad a réalisé l'an dernier à Washington pour près de 33 milliards de dollars a contribué à l'augmentation significative des exportations étasuniennes.

L'aviation saoudienne qui, avec Israël, dispose de la flotte la plus moderne de la région, est renforcée par 84 chasseurs fabriqués par Boeing, les F-15.

70 avions F-15 de facture plus ancienne ont par ailleurs été modernisés.

En 2007, Riyad avait renforcé sa flotte aérienne en cas de conflit avec l'Iran par l'acquisition de 72 eurofighters pour 7,2 milliards de dollars.

Les Emirats arabes unis ont eux aussi mis la main au portefeuille, dépassant le Koweït dans l'achat d'armement.

Les Emirats ont récemment acheté des batteries antimissiles et des hélicoptères de transport de troupes américains pour la somme de 4,5 milliards de dollars.

Avec un budget militaire de 16 milliards d'euros en 2010, les Emirats se tiennent à la seconde place dans la région. Ils devancent Israël.

Le petit Qatar qui joua un rôle prépondérant dans le conflit libyen, investit lui aussi de manière

conséquente.

Washington et Doha seraient sur le point de signer un accord qui prévoit la livraison de 58 hélicoptères de combat et de transport sophistiqués parmi lesquels la version moderne de l'Apache.

Le Sultanat d'Oman qui, à l'instar des Emirats, joue un rôle crucial dans le conflit à hauteur du détroit d'Ormuz, modernise sa petite flotte aérienne.

En décembre dernier, Oman a acheté 12 chasseurs F-16. Ces seuls engins sont capables de neutraliser une aviation iranienne vieillissante.

De Morgen, 28 août 2012 - article de StievenRamdharie

---

Voici un article de StievenRamdharie (traduit à la hâte par mes soins) qui apporte involontairement un éclairage sur les enjeux de la crise syrienne. **Kimyongur Bahar**

L'auteur ne nous dit pas si les États du Golfe ont les ressources humaines ou du moins l'intention d'utiliser ces engins de la mort contre leur ennemi extérieur (Iran, Hezbollah libanais, et République arabe syrienne) sachant que le désert d'Arabie grouille de carcasses de blindés US achetés à prix d'or pour sauver l'économie étasunienne mais jamais utilisés par les pétromonarchies du Golfe.

Pour l'heure, une chose est sûre, cet armement est, dans l'indifférence générale, abondamment utilisé contre l'ennemi intérieur des États du Golfe: les chiites de Qatif, d'Al-Hassa et du Bahreïn considérés comme des "impies" et des alliés de Téhéran.

*Bonne lecture. Bahar*

---

---

## 5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

David Kravets : Le général Rouby prend la tête de la Représentation Militaire française à Bruxelles. C'est un terrien qui remplace un marin. Le général (de corps d'armée) Gilles Rouby arrive (revient) à Bruxelles comme chef de la représentation militaire de la France tant auprès de l'Union européenne que de l'OTAN. Il remplace à ce poste le Vice-amiral d'Escadre Xavier Païtard. Aujourd'hui général de division, il n'aura pas un grand dépaysement ni de grands kilomètres à franchir. Il est un peu comme un poisson dans l'eau dans les institutions multinationales militaires. Puisqu'il est chef de la représentation militaire française au Shape depuis juillet 2009.

Le général Rouby avait officié auparavant au siège de l'Alliance atlantique, comme numéro 2 à la représentation permanente militaire de la France, en 2008, quand la réintégration de l'hexagone dans l'Alliance atlantique avait commencé d'être mis en oeuvre. Dans l'ouvrage coordonné par Pierre Pascallon et André Dumoulin « Quelle politique de sécurité et de défense pour l'Europe ? », publié en 2009, il défend notamment cette option estimant qu'elle est complémentaire à l'option européenne de la PESD. Il avait aussi - et surtout - écrit en 2004 une analyse portant sur l'UE et l'OTAN, « partenariat ou concurrence ». Le poste de représentant militaire à « double tête » (UE et OTAN) lui paraît donc taillé sur mesure.

Formé aux transmissions, le général Rouby est un habitué du dialogue avec la presse pour avoir été aux commandes du Sirpa Terre ; il a dirigé auparavant la Division Emploi de l'Etat-Major des armées. Il avait été cité un moment, notamment par mon collègue Merchet (Secret Défense) comme un des potentiels futurs directeurs de l'IHEDN, l'Institut des Hautes études de la Défense nationale. Institut dont il avait audité lors de la 54e session en 2004.

Michael Hayden, ancien chef de la CIA : la guerre contre le terrorisme d'Obama est identique à celle de Bush, mais avec plus de morts. (Wired)

David Kravets

Selon l'ancien directeur de la CIA de Bush, Michael Hayden, en matière de tactiques employées dans la « guerre contre le terrorisme », le Président Barack Obama a suivi de près la politique de son prédécesseur, le Président George W. Bush – que ce soit pour les enlèvements extrajudiciaires (*renditions*), les assassinats ciblés, les secrets d'état, Guantanamo, ou l'espionnage à domicile.

*« Mais permettez-moi de répéter mon idée : malgré les fréquentes mélodrames au niveau politique, l'Amérique et les Américains ont trouvé une position médiane confortable où ils savent ce qu'ils »*



*attendent de leur gouvernement et ce qu'ils sont prêts à accepter de la part de leur gouvernement. C'est ce consensus concret qui est à l'origine d'une telle continuité entre deux présidents si différents, George W. Bush et Barack Obama, lorsqu'il s'agit de gérer les conflits, » a déclaré Hayden vendredi lors d'une conférence à l'Université du Michigan.*

Hayden s'est exprimé deux mois avant les élections du 6 novembre, où Obama, Démocrate, se présente à sa propre réélection face à Mitt Romney. Ses remarques confortent ceux qui s'intéressent au sujet et que beaucoup avaient déjà compris : en ce qui concerne la guerre contre le terrorisme, la politique d'Obama ne diffère pratiquement pas de celle de Bush.

Hayden, qui a supervisé l'emploi de techniques de torture par la CIA contre les détenus et l'extension des activités de la NSA dans le domaine des écoutes illégales sur des citoyens américains, a avoué son scepticisme initial à l'égard d'Obama. Il a aussi publiquement critiqué l'administration en 2009 pour avoir rendu public les rapports de l'ère-Bush qui tentaient de redéfinir la torture comme des « techniques d'interrogatoire poussées ».

Mais Hayden, au cours d'une conférence qui a duré près de 80 minutes diffusée sur la chaîne C-SPAN, a dit qu'Obama a adopté les positions de Bush. Bush et Obama ont tous les deux déclaré que le pays était en guerre. Que l'ennemi était al-Qaeda. Que la guerre était de nature globale. Et que les Etats-Unis devaient porter le fer en territoire ennemi, où qu'il soit.

*« Nous avons donc deux présidents, le Congrès US et le système judiciaire des Etats-Unis qui sont tous fondamentalement en accord avec ces quatre phrases, » a dit Hayden.*

Quelques instants plus tard, Hayden a ajouté :

*« Et c'est pour cela que nous assistons à cette continuité entre deux hommes très différents. Le Président Bush et le Président Obama. Nous sommes en guerre, les assassinats ciblés se poursuivent. En fait, si on examine les chiffres, les assassinats ciblés ont augmenté sous Obama. »*

Hayden a dit que tel était le cas car, sur un des aspects où leurs politiques diffèrent, Obama a fait fermer en 2009 des « trous noirs » (centres « non-officiels » de torture et de détention - NdT) de la CIA et a fait baisser d'un cran la torture des détenus, mais qu'au lieu de capturer les présumés « combattants ennemis, » le Président Obama les tue.

*« Nous avons fait en sorte qu'il est devenu tellement délicat sur le plan politique et difficile sur le plan juridique que nous n'essayons plus de les capturer, » a dit Hayden. « Nous avons choisi une autre option, nous les tuons. Cela dit, je n'ai pas de problème de conscience avec ça. »*

Dans la liste des cibles d'Obama, on trouve même des citoyens américains (*adorable phrase typiquement americano-arrogant - NdT*).

Hayden a noté qu'Obama avait fait campagne en promettant de fermer le centre de détention de Guantanamo et d'apporter plus de transparence dans le gouvernement.

Obama n'a pas fermé Guantanamo et continue de recourir au « secret-défense », souvent invoqué devant les tribunaux lors des procès intentés contre la politique gouvernementale de guerre contre le terrorisme. *« Malgré une campagne électorale basée sur une promesse très forte de transparence, le Président Obama, et là encore je pense qu'il a raison, a eu recours à l'argument de secret-défense devant différents tribunaux, autant que le Président Bush, »* a dit Hayden. Il a souligné qu'il approuvait les invocations par Obama du secret-défense puisque Hayden lui-même a été appelé à témoigner en faveur du gouvernement dans certains procès.

Hayden a souligné aussi qu'Obama, en tant que sénateur élu de l'Illinois en 2008, avait voté en faveur de la légalisation du programme secret de Bush d'espionnage sans mandat judiciaire mis en œuvre au lendemain des attentats du 11 Septembre 2001. La mesure a aussi accordé l'immunité aux compagnies de télécommunications US contre toute poursuite pour complicité dans ce programme d'espionnage. La loi autorise le gouvernement à mettre en place, sans mandat, des surveillances sur les conversations téléphonique et les courriers électroniques des Américains à partir du moment où l'une des deux parties de la communication est supposément située à l'extérieur des Etats-Unis. Les communication peuvent être interceptées *« pour recueillir des informations à l'étranger »*.

*« La loi FISA a non seulement légalisé pratiquement tout ce que le président Bush m'avait demandé de faire, sous son autorité en tant que commandant en chef, mais a aussi largement étendu les pouvoirs de la NSA dans ce domaine, »* a dit Hayden.

Cette loi, connue sous le nom de *FISA Amendments Act*, expire à la fin de l'année. L'administration Obama a dit que sa plus haute priorité en matière de renseignement était d'obtenir la reconduction de

cette loi devant le Congrès US, malgré les promesses de la campagne de 2008 d'agir en faveur de la protection de la vie privée.

Quant à la prochaine élection, Hayden a dit qu'elle pourrait ne rien changer, du moins en ce qui concerne la politique de lutte contre le terrorisme. Il a semble-t-il confirmé que le groupe de rock *the Who* avait raison en chantant « *meet the new boss, same as the old boss* » (*je vous présente le nouveau patron, pareil que l'ancien patron*).

Hayden, qui a dit qu'il était conseiller pour la campagne présidentielle de Romney, a dit que ce dernier ne changerait lui non plus pas grand chose à la politique de son prédécesseur.

« *Si on projette vers le futur,* » a dit Hayden, « *je pense qu'il y aura une sorte de continuité entre Romney, s'il est élu, et son prédécesseur.* »

David Kravets

août 3, 2012 -

<http://www.wired.com/threatlevel/2012/09/bush-obama-war-on-t...>

(BRUXELLES2)

*Traduction « eh oui, moins ça change et plus c'est pareil » par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles*

URL de cet article 17706

<http://www.legrandsoir.info/michael-hayden-ancien-chef-de-la-cia-la-guerre-contre-le-terrorisme-d-obama-est-identique-a-celle-de-bush-mais-avec-plus-de.html>

---

---

## 6 Annexe

Romandie.com : ['USA: pas de poursuites contre la CIA sur la mort de détenus dans ses prisons'](#).

Les Etats-Unis ont mis fin à l'enquête sur la mort de deux personnes détenues dans des prisons secrètes de la CIA après le 11-Septembre et décidé de renoncer à des poursuites, a annoncé jeudi le ministère de la Justice.

Le ministère renonce à des poursuites car les preuves recevables (devant un tribunal, ndlr) seraient insuffisantes pour obtenir une condamnation au-delà du doute raisonnable, justifie le ministre de la Justice Eric Holder dans un communiqué.

L'enquête avait débuté en août 2009 quand M. Holder avait demandé à un procureur de passer en revue les interrogatoires de la CIA menés sur 101 détenus dans des lieux tenus secrets hors des Etats-Unis, pour déterminer si des lois avaient été enfreintes.

Le procureur, John Durham, devait notamment vérifier si des techniques d'interrogatoire musclées non autorisées avaient été mises en œuvre par les agents de la CIA.

En juin 2011, il avait recommandé la clôture de toutes les enquêtes sauf une sur les circonstances de la mort de deux détenus, dont l'identité n'a pas été révélée.

En 2002, les Etats-Unis avaient adopté dix techniques d'interrogatoire musclé assimilées à de la torture par de nombreuses voix critiques, avant d'obtenir des renseignements des personnes capturées et soupçonnées de liens avec Al-Qaïda.

Ces méthodes comprenaient notamment la privation de sommeil, la mise à nu du détenu ou encore la simulation de noyade, à laquelle le cerveau autoproclamé des attentats du 11-Septembre, Khaled Cheikh Mohammed, a été soumis 183 fois lors de sa détention dans une prison secrète de la CIA en Pologne entre 2003 et 2006.

Dans un communiqué, le directeur de la CIA, David Petraeus, s'est félicité de la clôture de l'enquête. Après une enquête exhaustive sur le traitement de deux détenus en 2002-2003, le ministère de la Justice n'intentera de poursuites criminelles à l'encontre d'aucun personnel de l'Agence, s'est-il réjoui.

L'Union américaine pour les libertés civiles (Aclu) a en revanche dénoncé cette décision, parlant d'un scandale. Le ministère de la Justice refuse de traduire en justice les responsables qui ont autorisé la torture, les avocats qui ont cherché à la légitimer et les interrogateurs qui l'ont utilisée, a déclaré dans un communiqué Jameel Jaffer, directeur juridique adjoint de l'Aclu.

Le ministère de la Justice a mis fin avec succès à toute poursuite judiciaire destinée à tenir les responsables civilement responsables. Accorder une telle impunité menace de saboter l'interdiction de la torture et des mauvais traitements reconnue internationalement, a-t-il M. Jaffer.

Les Etats-Unis montrent une fois de plus leur volonté de s'absoudre de toute responsabilité pour ses crimes commis au cours de la dernière décennie, a estimé de son côté le Centre pour les droits constitutionnels (CCR). Cette décision souligne la nécessité de poursuivre les investigations indépendantes ailleurs. L'impunité ne traverse pas toujours les frontières.

31/08/2012

[http://www.romandie.com/news/n/ USA pas de poursuites contre la CIA sur la mort de détenus dans ses prisons83310820120035.asp](http://www.romandie.com/news/n/ USA_pas_de_poursuites_contre_la_CIA_sur_la_mort_de_detenus_dans_ses_prisons83310820120035.asp)

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.